

Convention collective

**IDCC : 8435. – COOPÉRATIVES FRUITIÈRES
(Ain, Doubs et Jura)
(29 août 2001)**

(Etendue par arrêté du 18 février 2002,
Journal officiel du 24 février 2002)

**AVENANT N° 19 DU 1^{ER} JANVIER 2011
RELATIF À LA MISE EN PLACE D'UN RÉGIME DE PRÉVOYANCE**

NOR : AGRS1197078M
IDCC : 8435

Entre :

La fédération départementale des coopératives laitières de l'Ain ;
La fédération départementale des coopératives laitières du Doubs ;
La fédération départementale des coopératives laitières du Jura ;
La fédération des CUMA de ramassage de lait du Doubs,

D'une part, et

L'UR CFDT de Franche-Comté ;
L'UD CFDT de l'agroalimentaire de l'Ain ;
L'UR CFTC de Franche-Comté ;
L'UD CFTC de l'Ain ;
L'UR CGT-FO de Franche-Comté ;
L'UD CGT-FO de l'Ain ;
L'UR CFE-CGC de Franche-Comté ;
L'UNSA agriculture-agroalimentaire,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux, soucieux de renforcer l'attractivité de la profession et d'améliorer la protection des salariés de la branche en leur permettant d'accéder à une couverture de prévoyance complémentaire sans qu'il soit tenu compte notamment de leur âge ou de leur état de santé, d'une part, et de pallier les difficultés de financement de ce type de régime rencontrées par certaines coopératives, notamment les plus petites, d'autre part, ont décidé d'instituer, au sein de la convention collective du 29 août 2001, un régime de prévoyance collectif et obligatoire s'inscrivant dans le cadre d'un système de mutualisation des risques au sens de l'article L. 912-1 du code de la sécurité

sociale permettant d'organiser une solidarité professionnelle au niveau de l'ensemble des coopératives de la branche auprès d'un seul et unique organisme assureur.

Article 1^{er}

Champ d'application. – Durée

Le présent avenant s'intègre à la convention collective régionale. Son champ d'application et sa durée sont donc identiques à ladite convention collective.

Article 2

Objet

Le présent avenant a pour objet d'instituer au sein de la convention collective Régionale, conformément aux dispositions de l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, un régime de prévoyance collectif et obligatoire ayant pour objet la couverture des salariés de la branche contre les risques décès, incapacité de travail et invalidité.

Article 3

Régime de prévoyance

L'article VIII.2 « Prévoyance » de la convention collective est modifié comme suit :

« Article VIII.2.1

Bénéficiaires du régime de prévoyance

Bénéficient du présent régime les salariés cadres et non cadres des employeurs relevant du champ d'application de la convention collective régionale des coopératives fruitières des départements de l'Ain, du Doubs et du Jura du 29 août 2001.

S'agissant d'un régime obligatoire mis en œuvre au sein de la convention collective régionale, les règles qu'il prévoit s'imposent de plein droit dans les relations individuelles de travail liant les salariés aux coopératives employeurs.

A ce titre, les salariés ne pourront pas s'opposer ni à leur affiliation auprès de l'organisme assureur désigné mentionné à l'article VIII.2.10, ni au précompte de la part salariale des cotisations conformément aux dispositions de l'article VIII.2.9.

Article VIII.2.2

Garantie décès-invalidité permanente totale et définitive

Article VIII.2.2.1

Capital décès

1. Garantie du personnel non cadre

En cas de décès d'un salarié non cadre, il sera versé au bénéficiaire désigné par celui-ci, un capital, exprimé en pourcentage du salaire de référence, dont le montant est variable en fonction des charges de famille du salarié décédé, dans les conditions suivantes :

SITUATION DE FAMILLE DU SALARIÉ	MONTANT DU CAPITAL DÉCÈS
Salarié quelle que soit sa situation de famille	150 % du SR (TA / TB)
Majoration du capital par enfant à charge	25 % du SR (TA / TB)
SR : salaire de référence (cf. art. VIII.2.8 pour la définition de la notion de salaire de référence).	

2. Garantie du personnel cadre

En cas de décès d'un salarié cadre, le bénéficiaire désigné par le salarié a la possibilité de choisir entre deux options : soit le versement d'un capital décès simple (option 1), soit le versement d'un capital décès minoré et d'une rente éducation au profit de chacun des enfants à charge (option 2).

En cas de pluralité de bénéficiaires et à défaut d'accord entre eux sur l'option à retenir, l'option 1 capital décès simple s'appliquera d'office.

Option 1. – Capital décès simple

SITUATION DE FAMILLE DU SALARIÉ	MONTANT DU CAPITAL DÉCÈS
Salarié quelle que soit sa situation de famille	400 % du SR (TA / TB)
Majoration du capital par enfant à charge	100 % du SR (TA / TB)
SR : salaire de référence (cf. art. VIII.2.8 pour la définition de la notion de salaire de référence).	

Option 2. – Capital décès minoré + rente éducation

SITUATION DE FAMILLE DU SALARIÉ	MONTANT DU CAPITAL DÉCÈS
Salarié quelle que soit sa situation de famille	200 % du SR (TA / TB)

ÂGE DES ENFANTS À CHARGE	MONTANT ANNUEL DE LA RENTE ÉDUCATION
Rente éducation par enfant à charge :	8 % du SR (TA / TB)
– de 0 à 10 ans	12 % du SR (TA / TB)
– de 11 à 17 ans	15 % du SR (TA / TB)
– de 18 à 21 ans (*)	
(*) La rente éducation est versée jusqu'au 26 ^e anniversaire de l'enfant s'il poursuit des études. SR : salaire de référence (cf. art. VIII.2.8 pour la définition de la notion de salaire de référence).	

Le montant de la rente éducation versée, exprimé en pourcentage du salaire de référence, est déterminé en fonction de l'âge de l'enfant à charge qui en bénéficie. Le montant de la rente varie donc avec l'âge de cet enfant. Le nouveau montant s'applique à compter du premier versement suivant son anniversaire.

La rente éducation est versée trimestriellement à terme échu. Le premier versement interviendra le jour du trimestre civil suivant le décès du salarié. Le versement de la rente cessera lorsque l'enfant cessera d'être à charge ou lorsqu'il aura atteint 21 ans (ou 26 ans s'il poursuit des études).

Article VIII.2.2.2

Bénéficiaires du capital décès

Le capital décès est versé au bénéficiaire expressément désigné par le salarié. En l'absence de désignation ou si cette dernière est devenue caduque, le capital décès est versé dans l'ordre de préférence suivant :

- au conjoint du salarié, non séparé judiciairement, ou, à défaut, à la personne avec laquelle le salarié est lié par un pacte civil de solidarité (Pacs) ;
- à défaut, aux enfants du salarié nés ou représentés, légitimes, reconnus ou adoptifs, par parts égales entre eux ;
- à défaut, aux parents du salarié, par parts égales entre eux ;
- à défaut, à ses grands-parents survivants, par parts égales entre eux ;
- à défaut, à ses autres héritiers, par parts égales entre eux.

Toutefois, quel que soit le bénéficiaire du capital décès, la part de capital correspondant aux majorations pour enfants à charge est versée par parts égales entre ceux-ci, soit directement s'ils sont majeurs, soit à leurs représentants légaux, ès qualités, s'ils sont mineurs.

De la même manière, en cas de décès d'un salarié cadre, si l'option 2 a été retenue, la rente éducation versée au profit de chacun des enfants à charge sera versée directement aux enfants s'ils sont majeurs ou à leurs représentants légaux, ès qualités, s'ils sont mineurs.

Article VIII.2.2.3

Définition des enfants à charge

Pour l'application des articles VIII.2.2.1 et VIII.2.2.2 du présent régime, l'enfant à charge est :

- l'enfant de moins de 21 ans à charge au sens de la législation de la sécurité sociale, du participant ou de son conjoint ou de son partenaire lié par un Pacs ;
- l'enfant âgé de moins de 26 ans du participant ou de son conjoint, ou de son partenaire lié par un Pacs, à charge du participant au sens de la législation fiscale, c'est-à-dire :
 - l'enfant pris en compte dans le quotient familial ou ouvrant droit à un abattement applicable au revenu imposable ;
 - l'enfant auquel le participant sert une pension alimentaire (y compris en application d'un jugement de divorce) retenue sur son avis d'imposition à titre de charge déductible du revenu global ;
- l'enfant handicapé du participant ou de son conjoint ou de son partenaire lié par un Pacs si, avant son 21^e anniversaire, il est titulaire de la carte d'invalidé civil et bénéficie de l'allocation des adultes handicapés ;
- quel que soit son âge, sauf déclaration personnelle des revenus, l'enfant infirme à charge du participant ou de son conjoint ou de son partenaire lié par un Pacs n'étant pas en mesure de subvenir à ses besoins en raison de son infirmité, pris en compte dans le calcul du quotient familial ou ouvrant droit à un abattement applicable au revenu imposable ;
- l'enfant du participant né « viable » moins de 300 jours après le décès de ce dernier.

Article VIII.2.2.4

Garantie double effet

En cas de décès du conjoint ou du partenaire de Pacs du salarié survenant postérieurement ou simultanément au décès de ce dernier, il sera versé un capital décès supplémentaire égal au montant du capital décès versé lors du décès du salarié (majoration pour enfants à charge comprise).

Ce capital sera réparti par parts égales entre les enfants à charge du conjoint ou du partenaire de Pacs du salarié et qui étaient initialement à la charge de ce dernier au jour de son décès.

En cas de décès postérieur à celui du salarié, le bénéfice de la garantie double effet n'est accordé qu'à la condition que le conjoint ou le partenaire de Pacs ne soient ni remariés ni liés par un Pacs au jour de leur décès.

Est considéré comme un décès simultané à celui du salarié, le décès du conjoint ou de son partenaire de Pacs survenant au cours d'un même événement sans qu'il soit possible de déterminer l'ordre des décès ou lorsque le décès du conjoint ou du partenaire de Pacs du salarié survient dans un délai de 24 heures avant celui du salarié.

Article VIII.2.2.5

Invalidité permanente totale et définitive

En cas d'invalidité permanente, totale et définitive du salarié, le capital prévu en cas de décès, y compris les majorations pour enfants à charge, lui sera versé par anticipation sur sa demande.

Ce versement anticipé met fin à la garantie en cas de décès du salarié.

En cas d'invalidité permanente, totale et définitive d'un salarié cadre, seule l'option 1 pourra être retenue par le salarié.

Est considéré en état d'invalidité permanente totale et définitive, le salarié reconnu invalide par le régime de base de la mutualité sociale agricole avec classement en 3^e catégorie d'invalidité, qui reste définitivement incapable de se livrer à la moindre occupation ou au moindre travail lui procurant un gain ou un profit.

Article VIII.2.2.6

Frais d'obsèques

En cas de décès du salarié, de son conjoint, de son partenaire de Pacs, de son concubin ou d'un enfant à charge, il sera versé à la personne ayant assumé les frais d'obsèques, et le justifiant auprès de l'organisme assureur désigné, une allocation d'un montant égal à 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale en vigueur au jour du décès.

Le montant de cette allocation est strictement limité aux frais réellement engagés.

Article VIII.2.3

Garantie incapacité de travail

En cas d'incapacité de travail du salarié pour cause de maladie, maladie professionnelle, d'accident ou d'accident de travail donnant lieu à indemnisation par le régime de base de la mutualité sociale agricole, le salarié percevra, à l'issue d'une période de franchise fixe de 8 jours par arrêt, des indemnités journalières complémentaires à celles versées par le régime de base à hauteur de 80 % du salaire de référence (cf. art. VIII.2.8 pour la définition de la notion de salaire de référence).

Les indemnités journalières complémentaires sont versées sous déduction des indemnités journalières brutes versées par le régime de base de la mutualité sociale agricole.

Les indemnités journalières complémentaires sont versées jusqu'à la date de mise en invalidité par le régime de base de la mutualité sociale agricole et, au plus tard, jusqu'au 1 095^e jour d'arrêt de travail.

Il est précisé que le cumul des sommes reçues au titre du régime de base de la mutualité sociale agricole, du régime de prévoyance ainsi que de tout autre revenu, ne pourra conduire le salarié à percevoir une rémunération nette supérieure à celle qu'il aurait perçue s'il avait poursuivi son activité professionnelle.

Le montant des indemnités journalières complémentaires pourra être diminué si cette limite est dépassée.

Dans l'hypothèse où le régime de base de la mutualité sociale agricole réduirait le montant des indemnités journalières qu'il verse, le montant des indemnités journalières complémentaires pourra être diminué à due concurrence.

Article VIII.2.4

Garantie invalidité-incapacité permanente professionnelle

En cas d'invalidité d'un salarié pour cause d'accident ou de maladie donnant lieu à un classement dans l'une des trois catégories d'invalide par le régime de base de la mutualité sociale agricole, le salarié percevra une rente d'invalidité complémentaire à celle versée par ledit régime de base dans les conditions suivantes :

Invalidité de 2 ^e ou 3 ^e catégorie	80 % du SR sous déduction des prestations versées par le régime de base de la mutualité sociale agricole
Invalidité de 1 ^{re} catégorie	60 % des prestations versées en cas d'invalidité de 2 ^e et 3 ^e catégories
SR : salaire de référence (cf. art. VIII.2.8 pour la définition de la notion de salaire de référence).	

En cas d'incapacité permanente professionnelle (IPP) d'un salarié résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle ouvrant droit au versement de prestations par le régime de base de la mutualité sociale agricole, il lui sera versé une pension d'invalidité complémentaire dans les conditions suivantes :

IPP dont le taux a été fixé par le régime de base de la sécurité sociale à 66 % ou plus	80 % du SR sous déduction des prestations versées par le régime de base de la mutualité sociale agricole
IPP dont le taux a été fixé par le régime de base de la sécurité sociale entre 33 % (inclus) et 66 %	$3/2N \times (80 \% \text{ du SR} - \text{pension d'invalidité brute servie par le régime de base de la mutualité sociale agricole reconstituée})$
SR : salaire de référence (cf. art. VIII.2.8 pour la définition de la notion de salaire de référence).	

Il est précisé que le cumul des sommes reçues au titre du régime de base de la mutualité sociale agricole, du régime de prévoyance ainsi que de tout autre revenu, ne pourra conduire le salarié à percevoir une rémunération nette supérieure à celle qu'il aurait perçue s'il avait poursuivi son activité professionnelle. Le montant de la rente d'invalidité complémentaire pourra être diminué si cette limite est dépassée.

Le versement de la rente d'invalidité complémentaire sera suspendu en cas de suspension du versement de la pension servie par le régime de base de la mutualité sociale agricole.

Le service des rentes est maintenu sous réserve du versement des prestations du régime de base de la mutualité sociale agricole jusqu'à la date d'effet de la liquidation de la pension vieillesse du régime de base de la mutualité sociale agricole ou jusqu'au décès du salarié.

Article VIII.2.5

Ouverture cessation et maintien en cas de suspension du contrat de travail des garanties du régime

Article VIII.2.5.1

Ouverture du droit à prestations

L'ouverture du droit à prestations est conditionné à l'accomplissement par chaque bénéficiaire des formalités administratives exigées par l'organisme assureur désigné (notamment en ce qui concerne les diverses obligations déclaratives, la transmission des pièces justificatives et l'accomplissement des contrôles médicaux).

Les formalités administratives à accomplir en cas de sinistre seront précisées dans une notice d'information établie par l'organisme assureur désigné et remise au salarié par son employeur.

Article VIII.2.5.2

Cessation des garanties

Le droit à garantie au titre du présent régime cesse en cas de rupture du contrat de travail sauf si le salarié bénéficie à cette date de prestations complémentaires de prévoyance versées par l'organisme assureur désigné ; dans ce cas, le droit à garantie est assuré jusqu'au terme du versement des prestations.

Le droit à garantie cesse également au décès du salarié.

Article VIII.2.5.3

Maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail

Les garanties prévues par le présent régime de prévoyance sont suspendues en cas de suspension du contrat de travail du salarié.

Toutefois, elles seront maintenues, moyennant paiement des cotisations, au salarié dont le contrat de travail est suspendu, dès lors que pendant cette période de suspension, il bénéficie d'une rémunération partielle ou totale de la part de son employeur ou d'indemnités journalières ou de rentes versées par le régime de base de la mutualité sociale agricole.

Article VIII.2.6

Exclusions

Ne sont pas garanties et n'entraînent donc aucun paiement à la charge ni de l'organisme assureur désigné, ni des employeurs, les conséquences :

- d'une guerre civile, française ou étrangère ;
- de la désintégration du noyau atomique ;
- d'accidents ou maladies dus aux effets directs ou indirects d'explosion, de chaleur, ou de radiations provenant d'une transmutation du noyau de l'atome, telles que par exemple la fission, la fusion, la radioactivité, ou du fait de radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules atomiques ;
- les accidents et maladies régis par la législation sur les pensions militaires et ceux survenant à l'occasion d'exercices de préparation militaire ou en résultant.

Article VIII.2.7

Revalorisation des prestations

Les prestations périodiques (indemnités journalières, rentes d'invalidité et rentes d'éducation) seront revalorisées annuellement dans les conditions prévues par l'organisme assureur désigné.

Article VIII.2.8

Salaire de référence

Pour le calcul des prestations servies par l'organisme assureur désigné, le salaire de référence (SR) est égal à la somme des salaires soumis aux cotisations de prévoyance et perçus par le salarié, dans la limite de la tranche B du salaire, au cours d'une période de référence définie par les quatre trimestres civils précédant le décès ou l'arrêt de travail initial.

Lorsque la période de référence n'est pas complète, le salaire de référence est reconstitué à partir de la rémunération qu'aurait perçue le salarié s'il avait travaillé.

La notion de tranche A (TA) et tranche B (TB) du salaire est définie à l'article 2.9.2 ci-après.

Article VIII.2.9

Cotisations

Article VIII.2.9.1

Assiette des cotisations

L'assiette des cotisations est constituée des éléments de rémunération ou des revenus de remplacement entrant dans l'assiette de calcul des cotisations du régime de base de la mutualité sociale agricole ou ceux entrant dans cette assiette mais bénéficiant d'une exonération desdites cotisations.

Ne sont pas prises en compte dans cette assiette les sommes versées à titre exceptionnel lors de la cessation du contrat de travail (notamment l'indemnité compensatrice de congés payés, l'indemnité de fin de contrat à durée déterminée, l'indemnité de départ en retraite ou l'indemnité de non-concurrence).

Article VIII.2.9.2

Taux des cotisations

Les cotisations, exprimées en pourcentage des éléments de la rémunération perçue par le salarié entrant dans l'assiette ci-dessus définie, sont les suivantes.

1. Pour le personnel non cadre

GARANTIES	COTISATIONS
Capital décès / double effet / invalidité permanente et définitive	0,27 % (TA / TB)
Frais d'obsèques	0,01 % (TA / TB)
Incapacité de travail	0,96 % (TA / TB)
Invalidité / incapacité permanente professionnelle	0,24 % (TA / TB)
Total	1,48 % (TA / TB)

2. Pour le personnel cadre

GARANTIES	COTISATIONS	
Capital décès / double effet / invalidité permanente et définitive	1,00 % TA	1,00 % TB
Frais d'obsèques		
Incapacité de travail	0,34 % TA	0,82 % TB
Invalidité / incapacité permanente professionnelle	0,16 % TA	0,38 % TB
Total	1,50 % TA	2,20 % TB

Toutefois, les cotisations seront appelées jusqu'au 31 décembre 2013 aux taux suivants :

GARANTIES	COTISATIONS	
Capital décès / double effet / invalidité permanente et définitive	0,80 % TA	0,80 % TB
Frais d'obsèques		
Incapacité de travail	0,34 % TA	0,82 % TB
Invalidité / incapacité permanente professionnelle	0,16 % TA	0,38 % TB
Total	1,30 % TA	2,00 % TB

Ce taux d'appel pourra être revu sans délai par les partenaires sociaux, notamment sur demande de l'organisme assureur désigné en cas de dérive des prestations servies remettant en cause l'équilibre technique du régime.

3. Lexique

Tranche A (TA) : partie du salaire brut dans la limite du plafond annuel de la sécurité sociale.

Tranche B (TB) : partie du salaire brut excédant la tranche A, dans la limite de 3 fois le plafond annuel de la sécurité sociale.

Article VIII.2.9.3

Répartition des cotisations du régime

1. Pour le personnel non cadre

Les cotisations sont prises en charge à hauteur de 60 % par l'employeur et 40 % par le salarié.

2. Pour le personnel cadre

Les cotisations de la tranche A (TA) sont prises en charge intégralement par l'employeur. Les cotisations de la tranche B (TB) sont prises en charge à hauteur de 60 % par l'employeur et 40 % par le salarié.

Article VIII.2.9.4

Paiement des cotisations

Le versement de la totalité de la cotisation à l'organisme assureur désigné incombe à l'employeur. Les cotisations sont payables trimestriellement à terme échu et devront être versées à l'organisme assureur désigné dans le premier mois de chaque trimestre civil pour le trimestre écoulé.

Article VIII.2.10

Organisme assureur désigné

Afin d'assurer la mutualisation des risques couverts les partenaires sociaux désignent AG2R prévoyance, institution de prévoyance relevant du livre IX du code de la sécurité sociale, dont le siège social est situé 35, boulevard Brune, 75014 Paris, membre du groupe AG2R La Mondiale, comme organisme assureur du présent régime.

Conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, les conditions de la mutualisation seront obligatoirement réexaminées par les partenaires sociaux dans un délai maximum de 5 ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent régime.

Ce réexamen pourra conduire les partenaires sociaux à la reconduction de l'organisme assureur désigné ou à son remplacement par un autre opérateur d'assurance.

Article VIII.2.11

Rapport annuel sur les résultats du régime

L'organisme assureur désigné établit un rapport annuel sur le régime de prévoyance à l'intention des partenaires sociaux.

Ce rapport annuel porte sur tous les éléments d'ordre économique, financier et social nécessaires à l'analyse des résultats et à l'appréciation de l'application du présent régime. Le rapport de l'exercice N doit être présenté, au plus tard, le 31 août de l'exercice N + 1.

L'organisme assureur tiendra informé les partenaires sociaux des éventuelles difficultés dans la collecte des cotisations, étant précisé que l'adhésion de toutes les entreprises de la branche professionnelle au régime de prévoyance est la condition d'une véritable mutualisation des risques pour le régime de prévoyance.

L'organisme assureur désigné pourra également, à la demande des partenaires sociaux, établir chaque année à l'intention des coopératives de la branche professionnelle, une synthèse de ce rapport annuel.

Article VIII.2.12

Adhésion des coopératives auprès de l'organisme assureur désigné

Toutes les coopératives relevant du champ d'application de la convention collective régionale des coopératives fruitières des départements de l'Ain, du Doubs et du Jura du 29 août 2001 ont l'obligation de mettre en œuvre le présent régime de prévoyance et doivent pour ce faire, adhérer à l'organisme assureur désigné mentionné à l'article VIII.2.11 et y affilier l'ensemble de leur personnel.

Conformément aux dispositions de l'article L. 932-12 du code de la sécurité sociale, les coopératives tenues à l'obligation d'adhérer au présent régime n'ont pas la faculté de dénoncer ou de résilier leur adhésion à l'organisme assureur désigné.

Article VIII.2.13

Migration

Les coopératives entrant dans le champ d'application de la présente convention collective régionale, même celles disposant d'un régime de prévoyance à la date d'entrée en vigueur du présent régime, sont tenues d'adhérer et d'affilier leurs salariés auprès de l'organisme assureur désigné dans le mois suivant l'entrée en vigueur du présent régime à leur égard.

Toutefois, pour les coopératives disposant à cette date d'un contrat de prévoyance assurant au profit des salariés une couverture strictement supérieure à celle offerte par le présent régime, appréciée garantie par garantie, et dont les cotisations globales sont strictement inférieures à celles instituées par le présent régime, pour les mêmes garanties, ne seront tenus d'adhérer et d'affilier leurs salariés auprès de l'organisme assureur désigné qu'à l'échéance annuelle de leur contrat de prévoyance. Le bénéfice de cette disposition est conditionné au fait que les coopératives concernées justifient de leurs situations auprès de l'organisme assureur désigné.

Afin de permettre à ces mêmes coopératives de maintenir leur niveau antérieur de garanties, elles pourront, si elles le souhaitent, solliciter l'organisme assureur désigné pour qu'il les accompagne dans la mise en œuvre d'un régime surcomplémentaire spécifique.

La mise en œuvre éventuelle d'un régime surcomplémentaire auprès de l'organisme assureur désigné fera l'objet d'un contrat d'assurance spécifique dont les résultats ne seront pas mutualisés avec ceux du présent régime.

Article VIII.2.14

Reprise des sinistres en cours à la date d'effet du présent régime

Article VIII.2.14.1

Au titre de la garantie décès

1. En présence d'une couverture de prévoyance antérieure

Les salariés en arrêt de travail lors de leur affiliation auprès de l'organisme assureur désigné et qui bénéficient déjà, dans le cadre de leur emploi, d'une garantie décès au titre d'un régime de prévoyance antérieur à la mise en place du présent régime ne seront pas couverts par les garanties en cas de décès prévues à l'article VIII.2.2 avant la fin de leur arrêt de travail.

Toutefois, ces mêmes salariés pourront bénéficier de l'ensemble des dispositions de l'article VIII.2.2 du présent régime dès leur affiliation auprès de l'organisme assureur désigné à la condition que l'assureur de leur régime de prévoyance antérieure transfère à l'organisme assureur désigné les provisions mathématiques qui ont été constituées en application de l'article 7-1 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989.

2. En l'absence d'une couverture de prévoyance antérieure

Les salariés en arrêt de travail lors de leur affiliation auprès de l'organisme assureur désigné et qui ne bénéficiaient pas d'une garantie décès au titre d'un régime de prévoyance antérieur à la mise en place du présent régime sont couverts par les garanties en cas de décès prévues à l'article VIII.2.2 à la date de leur affiliation auprès de l'organisme assureur désigné.

Article VIII.2.14.2

Au titre des garanties en cas d'arrêt de travail

1. En présence d'une couverture de prévoyance antérieure

Les salariés en arrêt de travail lors de leur affiliation auprès de l'organisme assureur désigné qui bénéficient d'une indemnisation de cet arrêt de travail au titre d'un régime de prévoyance antérieur ne sont pas couverts par les garanties prévues aux articles VIII.2.3 et VIII.2.4 du présent régime avant la fin de leur arrêt de travail.

La revalorisation des prestations servies à ces salariés sera effectuée par l'organisme assureur désigné dans les mêmes conditions que celles prévues au titre du présent régime.

Toute adhésion d'une coopérative postérieure au 1^{er} avril 2011 fera l'objet de la part de l'organisme assureur désigné d'une étude spécifique des arrêts de travail en cours qui pourra exiger de la coopérative concernée une cotisation supplémentaire à celles prévues à l'article VIII.2.9.2 afin de financer la reprise des revalorisations.

2. En l'absence d'une couverture de prévoyance antérieure

Les salariés en arrêt de travail lors de leur affiliation auprès de l'organisme assureur désigné qui ne bénéficient pas d'une indemnisation de cet arrêt de travail au titre d'un régime de prévoyance antérieur ne seront couverts par les garanties prévues aux articles VIII.2.3 et VIII.2.4 du présent régime au titre de leur arrêt de travail en cours qu'après une étude spécifique des arrêts de travail en cours et l'acceptation par l'employeur du paiement d'une cotisation complémentaire à celles prévues à l'article VIII.2.9.2 afin de financer la reprise de ces sinistres.

3. Compte de résultat

Les éventuelles cotisations complémentaires mises à la charge de certaines coopératives au titre des deux paragraphes précédents feront l'objet d'un compte de résultat spécifique qui sera présenté aux partenaires sociaux en même temps que le rapport annuel des comptes mentionné à l'article VIII.2.11.

Article VIII.2.15

Changement de l'organisme assureur désigné

En cas de non-renouvellement de la désignation de l'organisme assureur désigné, celui-ci maintiendra les rentes en cours de service, à leur montant atteint à la date du non-renouvellement, sauf accord exprès sur le transfert des provisions constituées auprès du nouvel organisme assureur.

Les partenaires sociaux organiseront les modalités de revalorisation future.

Les garanties en cas de décès prévues aux articles VIII.2.1.1 et VIII.2.4 ainsi que la garantie frais d'obsèques (mais uniquement pour cette dernière en cas de décès du salarié) seront maintenues aux salariés en arrêt de travail et percevant à ce titre des indemnités journalières complémentaires ou une rente d'invalidité complémentaire de la part de l'organisme assureur désigné au jour du non-renouvellement de sa désignation.

Ce maintien des garanties décès durera jusqu'à la reprise du travail du salarié et au plus tard jusqu'à la cessation du versement des indemnités journalières complémentaires ou de la rente d'invalidité.

Les mêmes dispositions s'appliquent dans le cas où le titre VIII de la convention collective cesserait de s'appliquer notamment, en raison d'une révision de ladite convention collective. »

Article 4

Mise à jour de la numérotation des articles de la convention collective

Article 4.1

Suppression de l'article V.5 de la convention collective

L'article V.5 « Régime de Prévoyance » de la convention collective est supprimé.

La numérotation des articles du chapitre V « Embauche. – Suspension. – Résiliation du contrat de travail » est revue en conséquence et devient donc la suivante :

Article V.1 « Embauche » ;

Article V.2 « Période d'essai » ;

Article V.3 « Maladie et accident » ;

Article V.4 « Absences pour maladie et accident » ;

Article V.5 « Préavis en cas de licenciement ou de démission » ;

Article V.6 « Indemnité de licenciement » ;

Article V.7 « Recherche pour un nouvel emploi » ;

Article V.8 « Conditions de mise à la retraite et indemnité de fin de carrière ».

Article 4.2

Suppression de l'article 17 « Prévoyance » de l'annexe I de la convention collective

L'article 17 intitulé « Prévoyance » de l'annexe I relative aux « Conditions particulières d'emploi, de travail et de rémunération des maîtres-fromagers et fromagers » de la convention collective est supprimé.

En conséquence, d'une part, le chapitre IV de l'annexe I est renommé « Indemnisation maladie. – Retraite complémentaire » et, d'autre part, la numérotation des articles des chapitres IV et V est revue et devient la suivante :

Chapitre IV « Indemnisation maladie. – Retraite complémentaire » ;

Article 15 « Maladie et accident et indemnisation de la vie privée » ;

Article 16 « Accident du travail et maladie professionnelle. – Indemnisation complémentaire » ;

Article 17 « Retraite complémentaire » ;

Chapitre V « Cessation du contrat de travail » ;

Article 18 « Incidence de la maladie ou accident de la vie privée » ;

Article 19 « Préavis au-delà de la période d'essai » ;

Article 20 « Indemnité de licenciement » ;

Article 21 « Départ en retraite et mise à la retraite ».

Article 4.3

Suppression de l'annexe IV de la convention collective

Toutes les références à l'annexe IV à la convention collective relative à un régime de prévoyance sont supprimées.

En conséquence, les annexes à la convention collective régionale sont renumérotées de la manière suivante :

Annexe I « Conditions particulières d'emploi, de travail et de rémunération des maîtres fromagers et fromagers » ;

Annexe I *bis* « Contrat de travail cadre dirigeant » ;

Annexe II « Barème de rémunération » ;

Annexe III « Accord-cadre national du 3 février 1997 sur la formation professionnelle des salariés de la coopération agricole » ;

Annexe IV « Accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail du 12 décembre 2001 » ;

Annexe V « Avenant n° 3 du 16 novembre 2010 à l'accord collectif régional du 18 février 2009 instaurant un régime d'assurance complémentaire frais de santé des salariés agricoles non cadres de Franche-Comté » ;

Annexe VI « Accord relatif à la création d'un certificat de qualification professionnelle d'animateur(trice) d'espace de vente dans les coopératives fruitières de l'Ain, du Doubs et du Jura ».

Article 5

Date d'effet du régime de prévoyance

Le régime de prévoyance institué par le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} janvier 2011 pour l'ensemble des coopératives adhérentes de l'une des fédérations patronales signataires de la convention collective régionale, sous réserve que les formalités administratives visées à l'article 6 ci-après aient été accomplies avant cette date.

Pour les coopératives non adhérentes de l'une de ces fédérations, le régime de prévoyance institué par le présent avenant prendra effet au plus tard à compter du premier jour suivant la date de publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension dudit avenant.

Article 6

Révision du présent avenant

Les dispositions relatives au régime de prévoyance, objet du présent avenant, pourront à tout moment faire l'objet d'une révision en tout ou partie de ces dispositions dans les conditions prévues à l'article I.3 « Durée, dénonciation, révision » de la convention collective.

En cas de révision de ces dispositions, l'organisme assureur désigné pourra, à la demande de l'une des parties, être associé aux négociations.

Article 7

Formalités administratives

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé en 2 exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès de l'unité territoriale du Doubs, DIRECCTE de Franche-Comté. Un exemplaire sera adressé par la partie la plus diligente au greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

Fait à Besançon, le 1^{er} janvier 2011.

(Suivent les signatures.)